



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

31 | 2012

L'adoption internationale en pleine mutation

Révolution syrienne, l'humanitaire piégé

Pierre Salignon et Boris Martin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/1246>

ISBN : 978-2-918362-49-4

ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 26 avril 2012

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Pierre Salignon et Boris Martin, « Révolution syrienne, l'humanitaire piégé », *Humanitaire* [En ligne], 31 | 2012, mis en ligne le 10 mai 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/1246>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Révolution syrienne, l'humanitaire piégé

Pierre Salignon et Boris Martin

- 1 Boris Martin – *Dans son témoignage, Jacques Bérès interpelle d'une certaine manière les grandes ONG médicales françaises issues des french doctors : alors, pourquoi Médecins du Monde n'est-elle pas en Syrie ?*
- 2 Pierre Salignon – L'engagement qui est celui de Jacques Bérès est militant et courageux. Mais il n'est pas automatiquement celui d'une ONG médicale indépendante. Ceci dit, MDM n'est d'abord plus présent sur le territoire syrien parce que nous n'avons pas reçu l'accord du gouvernement syrien. Nous avons été présents dans la ville d'Alep entre 2008 et 2011 en lien avec le Croissant-Rouge syrien, mais nous avons dû mettre un terme à nos actions juste avant l'été 2011 faute de renouvellement des autorisations nécessaires de la part du gouvernement de Damas, ce en dépit du soutien du Croissant-Rouge d'Alep, puis de nos sollicitations répétées et restées sans réponse auprès de l'ambassade syrienne en France. Par ailleurs, même si nous souhaitons agir en Syrie, encore faudrait-il que la sécurité de nos personnels soit assurée. En l'état des informations en notre possession, nous estimons qu'une mission clandestine dans les conditions actuelles comporte des risques physiques très importants pour nos personnels mais aussi ceux avec qui nous serions amenés à collaborer, avec une capacité d'action réduite comme peau de chagrin. Enfin, à ce stade, nous pensons qu'il est important en tant qu'organisation de secours étrangère d'afficher notre impartialité et d'éviter de prendre partie dans un conflit armé interne dont nous avons encore du mal à appréhender toute la complexité, et donc tous les acteurs, dans un pays aux multiples communautés, et d'une importance stratégique régionale entre l'Iran, le Liban, la Turquie, sans parler des intérêts russes. Mais j'en reviens à l'interpellation de Jacques Bérès : il a fait un choix engagé et risqué, tout en reconnaissant que la présence de secouristes étrangers au côté de groupes d'opposants reste un geste symbolique pour témoigner de ce que les civils subissent, et malgré les dangers que cela peut représenter pour les Syriens qui l'accompagnent. Son témoignage est fort pour dénoncer la répression et les violences, mais à la différence d'un choix très

personnel, il appartient à une organisation humanitaire de déterminer jusqu'où elle est prête à aller en situation de guerre et les risques qu'elle est disposée à prendre et à faire prendre à ses personnels et ses partenaires. En Syrie, nous estimons à ce jour que la balance entre risques pris et actions potentielles à mener était trop déséquilibrée.

- 3 B. M. – *Faut-il alors s'engager dans l'idée évoquée par certains de corridors humanitaires ?*
- 4 P. S. – Disons d'abord que l'aide humanitaire étrangère n'est pas totalement absente, puisque le CICR est sur place et tente d'agir. Mais force est de constater que l'accès aux villes bombardées et assiégées n'est pas facilité et reste limité, comme la possibilité de soigner les blessés dans les zones assiégées. D'autre part, comme sur d'autres théâtres d'opérations, l'action humanitaire est l'enjeu ou l'outil des tensions diplomatiques actuelles, le gouvernement el-Assad dénonçant un risque d'ingérence dans ses affaires internes, les Etats faisant pression sur lui appelant notamment à l'arrêt des violences et à la mise en place de corridors humanitaires... faute de vouloir ou de pouvoir faire plus. Personnellement, je pense néanmoins que les organisations humanitaires doivent continuer de négocier l'accès aux populations. L'espace de négociation peut encore évoluer au rythme du conflit, même s'il faut reconnaître que les déclarations de nos responsables politiques appelant à l'ouverture des corridors humanitaires, outre qu'elles sont irréalistes, sont aussi révélatrices d'un rapport de force politique encore favorable au régime, qui les amène à exclure en Syrie une intervention armée étrangère, qu'ils ont pourtant justifié en Libye pour « empêcher des massacres de civils ». Deux poids deux mesures. C'est juste un constat froid, car il n'appartient pas aux humanitaires d'appeler à la guerre. Il reste que les Syriens qui ont décidé de se révolter ne peuvent compter que sur eux-mêmes et que chaque jour des dizaines de personnes sont tuées. L'humanitaire est d'une certaine façon à la marge de cette nouvelle révolution réprimée dans le sang et d'une certaine manière le « cache-sexe » de l'inaction politique internationale ici à nouveau à l'œuvre. Les humanitaires doivent aussi faire attention à ce que leur volonté d'agir en Syrie ne soit pas manipulée par le régime de Damas pour donner des gages aux Nations unies (« regardez, ils peuvent agir ! ») tout en limitant leurs capacités d'action et en poursuivant la répression et les violences. On a vu cela ailleurs. Espérons, dans l'avenir que la situation évoluera positivement, mais tous les observateurs s'accordent sur la poursuite des violences... Face à celles contre les civils, Médecins du Monde, comme d'autres organisations (dont le CICR ou MSF), continue d'appeler à un accès inconditionnel des secours, autrement dit à un accès négocié et sans protection armée. Nous demandons aussi l'instauration de périodes de trêves dans les violences afin de permettre l'évacuation, l'assistance aux blessés et l'acheminement des secours aux personnes qui en ont besoin. Nous demandons enfin le respect du personnel médical et sanitaire, tout comme de la neutralité des installations sanitaires qui ne doivent en aucun cas faire l'objet d'attaques ou devenir des lieux de répression. Mais il ne faut pas être naïf : l'avenir reste sombre.
- 5 B. M. – *À l'heure actuelle, quel type d'action mène Médecins du Monde ?*
- 6 P. S. – Notre action est modeste. Faute d'accès, nous avons choisi de mettre en place une aide médicale et psycho-sociale en faveur de réfugiés syriens — parmi lesquels des blessés trouvant refuge dans les pays limitrophes en Jordanie et au Liban —, en appui à des partenaires locaux qui les assistent déjà et aident les populations locales qui les accueillent. MDM approvisionne ponctuellement aussi en matériel médical et en médicaments des médecins syriens qui tentent de s'organiser pour porter assistance en

Syrie. Ce qui n'est pas aisé. Nous verrons dans l'avenir si d'autres actions sont possibles et si l'accès de l'aide humanitaire est facilité.

RÉSUMÉS

Alors que nous bouclons ce numéro, le soulèvement populaire syrien en termine avec une année de lutte contre la dictature de Bachar el-Assad. La Russie a accepté de faire pression sur ce dernier pour autoriser, dit-elle, des corridors humanitaires, mais les combats gagnent la capitale, Damas. La situation en Syrie est appelée évidemment à évoluer dans les semaines à venir - et sans doute pas pour le meilleur -, mais elle restera quoi qu'il arrive source de questionnements pour les humanitaires, en particulier les ONG. Avec Jacques Bérès, Pierre Salignon et Pierre Micheletti, regards croisés sur une crise qui renvoie les ONG à leur pire ennemi : l'impuissance politique.

AUTEURS

PIERRE SALIGNON

directeur général de Médecins du Monde

BORIS MARTIN

rédacteur en chef